

gauche du Sénat n'a pas, en effet, rejeté le bill naval; elle n'en a pas détruit la nature. Elle n'a fait que différer son adoption. Mais le Gouvernement, au lieu de revenir à la charge, reste inactif et se contente de regarder les nations de l'Europe se préparant à disputer à la Grande-Bretagne l'empire des mers. Je ne vois rien dans cette politique d'inaction qui soit digne d'hommes d'Etat. J'ignore, peut-être, quelles doivent être les qualités de l'homme d'Etat. Si l'empire était en danger, l'année dernière, il l'est encore présentement. Selon moi, il l'est toujours, et aucune nation de la terre n'est exempte de la rivalité de nations voisines et même menaçantes. Les Etats-Unis n'ont-ils commencé à construire une marine de guerre que lorsque l'urgence s'est manifestée à eux? Ils ont commencé vingt années avant de se croire menacés par les flottes étrangères. Ils ont commencé ce travail alors qu'aucun nuage de guerre ne planait à l'horizon; alors qu'ils n'étaient menacés par qui que ce soit.

Mais avec la prévoyance que doit avoir tout grand peuple, ils se sont dit: "Le temps peut venir où il nous faudra nécessairement avoir une marine de guerre. Il importe de devancer les événements, et il faut construire des vaisseaux de guerre pour protéger nos côtes et notre commerce." Puis ils continuèrent à en construire, et leur flotte approche de bien près, aujourd'hui, le second rang parmi les flottes de guerre des nations de première classe. Il n'y avait pas urgence, comme je l'ai dit, lorsqu'ils commencèrent la construction de leur marine de guerre. C'était avec la prévoyance de l'homme d'Etat. Y avait-il urgence lorsque le Japon se mit à construire des cuirassés? L'urgence ne se manifesta que nombre d'années après que plusieurs cuirassés furent mis sur les chantiers. Cette politique était judicieuse. Le Japon devançait le danger, comme tout homme d'Etat doit prévoir les conditions pouvant se présenter et prendre des mesures appropriées à ces conditions. Ainsi, lorsque l'urgence se manifesta au Japon, ce dernier était prêt à lui faire face, et la Russie reçut de la flotte japonaise le formidable coup qui lui fut administré sur la mer du Japon et les côtes orientales de l'Asie. Cette nation japonaise qui, il y a quelque cinquante ans, n'était pas encore sortie de la barbarie, a déployé, durant cette période, une plus grande habileté politique que nos hommes d'Etat du Canada. Nous ne devrions pas, en Canada, attendre l'urgence et les menaces de guerre avant de nous

préparer d'y faire face. Le noyau d'une marine puissante devrait être commencé. L'urgence peut se produire avant que nos navires de guerre soient construits. Le Gouvernement perd actuellement son temps. Le peuple du Canada et tous les autres habitants de l'empire le tiendront responsable de la situation critique dans laquelle nous nous trouverons si la mère patrie se trouvait engagée dans une guerre avant que nos navires de guerre fussent prêts à contribuer à la défense de l'empire britannique. Notre Gouvernement serait, dans ce cas, responsable de tout préjudice causé par suite de son inaction. Telle est ma manière de voir, et aucun homme d'Etat du Canada, ou de tout autre pays, ne pourrait justifier la manière dont on dispose, aujourd'hui, du bill naval. Ce bill reste suspendu. Je ne puis dire pour combien de temps. La durée de cette suspension n'est pas mentionnée. Nous pourrions commencer à construire des cuirassés dès maintenant; mais ce commencement est différé indéfiniment. Nous devrions être prêts à toute éventualité, à tout ce qui peut, d'un jour à l'autre, se produire. Quand la gauche du Sénat a suspendu l'adoption du bill naval, cette suspension n'impliquait aucunement qu'il fallait en même temps différer la construction de navires de guerre. Dans les 24 heures qui suivirent la défaite du bill naval de l'année dernière—si je puis qualifier ainsi le vote du Sénat suspendant l'adoption de ce bill—le Gouvernement pouvait, sous l'autorité de la loi navale adoptée en 1910, procéder à la construction de navires de guerre.

L'honorable M. CASGRAIN: Ecoutez, écoutez. Et autant de navires de guerre qu'il aurait plu au Gouvernement de construire.

L'honorable sir GEORGE ROSS (Middlesex): Il aurait pu demander des soumissions; mais il ne le fit pas. Et pour quelles raisons? Je ne crois pas à la toute puissance du Czar de toutes les Russies, ou de tout autre Czar; sous un régime démocratique, ou sous quelque forme de gouvernement que ce soit. Si le Gouvernement était d'avis qu'il ne pouvait agir parce qu'il ne pouvait le faire à sa manière, ce n'était pas une raison plausible. La majorité du Sénat fit par son vote sur le bill naval, la déclaration suivante: "Que le bill naval soit suspendu jusqu'à ce que le peuple se soit prononcé pour ou contre".